



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
des affaires
européennes**

**Préparation
de la présidence française
du Conseil de l'Union européenne**

**Journées mensuelles
de sensibilisation – module n° 2**

**Politiques
européennes**



Visioconférence organisée par l'IGPDE, 16 décembre 2020

Présentation du module

Intervenant

SGAE :

François Gibelli
Chef du secteur Énergie,
environnement, climat

Objectifs pédagogiques

1. Identifier les priorités européennes de la France
2. Comprendre les spécificités du programme de la Commission
3. Découvrir l'avancement des priorités de la Commission

Contenu pédagogique

1. Vision française des priorités européennes
2. Programme de la Commission
3. Etat des travaux

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

▶ **Première ambition** Défendre notre liberté

▶ **Deuxième ambition** Protéger notre continent

▶ **Troisième ambition** Retrouver l'esprit de progrès

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

► **Première ambition** Défendre notre liberté

Créer une Agence européenne de protection des démocraties

Interdire le financement des partis politiques par des puissances étrangères

Bannir les discours de haine et de violence sur Internet

Renforcer la lutte contre la propagande terroriste

Amplifier les travaux pour lutter contre le financement du terrorisme

....

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

▶ **Première ambition** Défendre notre liberté

▶ **Deuxième ambition** Protéger notre continent

▶ **Troisième ambition** Retrouver l'esprit de progrès

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

▶ **Première ambition** Défendre notre liberté

▶ **Deuxième ambition** Protéger notre continent

Remettre à plat l'espace Schengen

Etablir un traité de défense et de sécurité

Garantir une juste concurrence

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

▶ **Première ambition** Défendre notre liberté

▶ **Deuxième ambition** Protéger notre continent

▶ **Troisième ambition** Retrouver l'esprit de progrès

Priorités européennes de la France

Discours de la Sorbonne (26/9/17) et Tribune « pour une Renaissance européenne » (4/3/19)

▶ **Première ambition** Défendre notre liberté

▶ **Deuxième ambition** Protéger notre continent

▶ **Troisième ambition** Retrouver l'esprit de progrès

Créer un bouclier social

Une Europe d'éducation et des langues

Renforcer nos engagements pour le climat et la santé

Une Europe qui crée de l'emploi

Faire de l'Union une puissance d'innovation

Nouer un pacte d'avenir avec l'Afrique

Politiques européennes: programme 2019-2024

▶ **Un pacte vert pour l'Europe**

▶ **Une économie au service des personnes**

▶ **Une Europe adaptée à l'ère du numérique**

▶ **Protéger notre mode de vie européen**

▶ **Une Europe plus forte sur la scène internationale**

▶ **Un nouvel élan pour la démocratie européenne**

Priorités du précédent cycle institutionnel européen

10 Priorités de la Commission « Junker » 2014-2019

1. Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement
2. Un marché unique du numérique connecté
3. Une Union plus résiliente sur le plan de l'énergie, dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique
4. Un marché intérieur plus approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée
5. Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable
6. Un accord de libre-échange raisonnable et équilibré avec les États-Unis
7. Un espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle
8. Vers une nouvelle politique migratoire
9. Une Europe plus forte sur la scène internationale
10. Une Union du changement démocratique

Politiques européennes: programme 2019-2024

▶ **Un pacte vert pour l'Europe**

▶ **Une économie au service des personnes**

▶ **Une Europe adaptée à l'ère du numérique**

▶ **Protéger notre mode de vie européen**

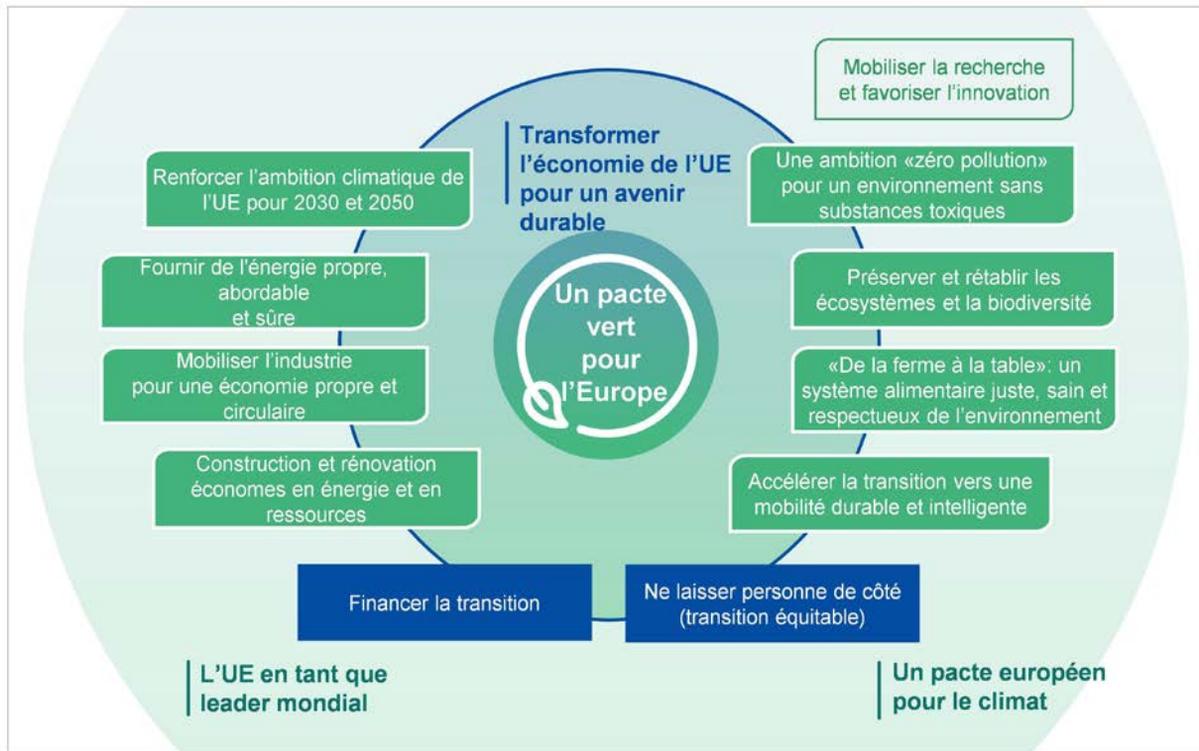
▶ **Une Europe plus forte sur la scène internationale**

▶ **Un nouvel élan pour la démocratie européenne**

Politiques européennes

► Un pacte vert
pour l'Europe

Un pacte vert pour l'Europe



Un pacte vert pour l'Europe

Un objectif: la neutralité climatique en 2050

► **Un cadre juridique adapté**

- « Loi » climat
- Pacte européen pour le climat

Un pacte vert pour l'Europe

Un objectif: la neutralité climatique en 2050

▶ **Un cadre juridique adapté**

▶ **Différentes stratégies sectorielles**

- De la Ferme à la table
- Biodiversité
- Économie circulaire
- Industrielle
- Intégration des systèmes énergétiques et hydrogène
- Produits chimiques durables

Un pacte vert pour l'Europe

Un objectif: la neutralité climatique en 2050

▶ Un cadre juridique adapté

▶ Différentes stratégies sectorielles

▶ Des moyens financiers à la hauteur de l'objectif

Pour les régions fortement dépendantes aux énergies carbonées:

- Mécanisme de Transition juste: 100Md€ pour la période 2021-2027
 - Fonds de transition juste 50Md€
 - InvestUE 30Md€
 - Prêts garantis 25Md€

Focus: Politique industrielle

Base juridique et présentation

- ▶ **Article 173** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
- ▶ La politique industrielle est de nature horizontale et vise à mettre en place des conditions propices à la compétitivité des entreprises
- ▶ Elle est profondément intégrée dans d'autres politiques de l'Union
 - commerce
 - marché intérieur
 - recherche et innovation
 - emploi
 - protection de l'environnement
 - santé publique

Focus: Politique industrielle

Base juridique et présentation

► Objectifs spécifiques de la politique industrielle de l'Union

1. « accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels »
2. « encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de l'Union, et notamment des petites et moyennes entreprises »
3. « encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises »
4. « favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique »
(article 173 du TFUE)

Focus: Politique industrielle

Enjeux

- ▶ **Autonomie stratégique**
- ▶ **Accroissement de la compétitivité grâce aux plans de relance**

- En mars 2019, le Conseil européen a invité la Commission européenne à présenter une **vision à long terme de la politique industrielle**.
- Le Conseil y a donné suite avec ses conclusions de mai 2019, qui présentaient une **vision pour 2030** pour l'industrie européenne.
- En mars 2020, la Commission européenne a publié sa **nouvelle stratégie industrielle**.
- Les conclusions du Conseil européen d'octobre 2020 abordent les **règles et lacunes du marché unique** et la **résilience du tissu industriel**.

Focus: Politique industrielle

Actualité de cette politique

- ▶ La communication de mars 2020 sur la nouvelle stratégie industrielle placée sous la double transition écologique et numérique est appelée à être actualisée pour tirer les enseignements de la crise
- ▶ Le secteur de la construction est présenté comme devant jouer un rôle clé dans le verdissement de l'économie.
- ▶ Ainsi, une nouvelle communication sur la mise à jour de la stratégie industrielle est ainsi annoncée pour le premier semestre 2021. Elle sera préparée à partir de l'examen de chaque écosystème.

Focus: Politique industrielle

Actualité de cette politique

► En lien, les initiatives de la Commission pour 2021

- Réexamen de la politique de concurrence
- Proposition législative relative à l'établissement des conditions de concurrence égales en ce qui concerne les subventions étrangères
- Plan d'action sur les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense.

Politiques européennes

► **Une économie
au service des
personnes**

Une économie au service des personnes

► Six politiques sectorielles centrales

- Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable
- Marché intérieur
- Emplois, croissance et investissement
- Semestre européen
- Stimuler l'emploi
- Emploi des jeunes

► Un caractère transversal

Focus: Marché intérieur des produits

Base juridique

► Articles 4-2.a, 26 à 37 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

- Cette base juridique installe notamment les quatre libertés de circulation de l'UE, l'Union douanière ainsi que l'interdiction des restrictions quantitatives entre États membres

► Articles 114 à 118 du TFUE relatifs au rapprochement des législations

- L'objectif de cette politique publique est à l'origine de libéraliser les échanges entre États membres afin d'accroître la prospérité économique et de contribuer à « **une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe** »
- Pour assurer la libre circulation des produits au sein de l'UE mais également pour assurer la commercialisation de produits sûrs pour le consommateur au sein de l'Union, les États membres ont décidé **d'harmoniser leurs législations sectorielles relatives aux produits**

Focus: Marché intérieur des produits

Base juridique

- Ces législations d'harmonisation sont fondées sur le principe de la « **nouvelle approche** » : les règles à respecter par les produits mis sur le marché de l'Union européenne sont traduites au moyen **d'objectifs de résultat** (exigences essentielles), les solutions techniques permettant de les atteindre étant précisées dans des **normes techniques**.
- Il existe près d'une **centaine de législations harmonisées sectorielles régissant la mise sur le marché des produits au sein de l'UE**. Les produits qui relèvent d'une réglementation d'harmonisation (jouets, machines, équipements de télécommunications, produits électriques, dispositifs médicaux...) représentent la majorité de ceux qui circulent au sein de l'Union européenne.
- Les produits non couverts par une législation de l'Union peuvent être régis par des dispositions législatives et réglementaires nationales mais restent néanmoins soumis au principe de libre circulation et au **principe de reconnaissance mutuelle**.
- Des **législations transversales** permettent d'organiser les principes de **mise sur le marché et de circulation des produits** au sein de l'Union et de surveillance du marché intérieur et aux frontières par les autorités de surveillance du marché des États membres (directive 2001/95/CE dite « directive DSGP », règlements 765/2008, 2019/515, 2019/1020).

Focus: Marché intérieur des produits

Enjeux

- Le marché intérieur est l'une des **grandes réussites** de l'Union européenne qu'il convient **d'approfondir** pour aller vers une économie encore plus prospère, plus résiliente et disposant d'une grande autonomie stratégique.
- En mars 2020, la Commission a publié une communication sur l'identification et **l'élimination des barrières** au marché intérieur communication qui s'inscrit dans la perspective d'une modernisation et d'un renforcement dudit marché, fixée comme l'une des **grandes priorités** de la Commission pour les 5 prochaines années.
- Dans la foulée de cette communication, la Commission a adopté un plan d'action à long terme visant à **améliorer la mise en œuvre et l'application des règles** du marché unique afin de s'attaquer aux obstacles signalés dans la présente communication, dont la cause profonde réside dans l'application insuffisante du droit de l'Union.

Focus: Marché intérieur des produits

Objectifs et législations associées

► Futures législations

- Révision de la directive **sur la sécurité générale des produits (DSGP)**
- Révision éventuelle de la directive **relative aux commerce électronique (e-commerce)**
- Révision de plusieurs **législations sectorielles**

► Enjeux pour la France

- Renforcer la **surveillance** du marché, notamment aux frontières, afin d'assurer une concurrence loyale entre les produits provenant des pays tiers et les produits européens
- Assurer un **niveau équivalent d'exigences et de surveillance** du marché pour les produits vendus via les places de marché **en ligne** avec le « commerce **physique** »

Politiques européennes

► Une Europe
adaptée à l'ère
du numérique

Une Europe adaptée à l'ère du numérique

► Un ensemble de 8 actions complémentaires

- Intelligence artificielle
- Stratégie européenne pour les données
- Stratégie industrielle pour l'Europe
- Calcul à haute performance
- Plateformes en ligne
- Cybersécurité
- Compétences numériques
- Connectivité.

Une Europe adaptée à l'ère du numérique

► Un ensemble de 8 actions complémentaires

► Pour répondre à 5 enjeux

- Doter l'Europe d'un cadre adapté au traitement des données
- Favoriser le développement des entreprises par le numérique
- Des outils numériques au service des européens
- Faciliter la transition écologique
- Excellence et confiance dans l'intelligence artificielle

Politiques européennes

▶ **Protéger notre
mode de vie
européen**

Protéger notre mode de vie européen

Six domaines politiques d'harmonisation différente

- Stratégie pour une Union de la sécurité
- Coopération judiciaire
- Droits fondamentaux
- Protection des consommateurs
- Nouveau pacte sur la migration et l'asile
- Statistiques sur la migration vers l'Europe

Focus: nouveau pacte sur la migration et l'asile

Six objectifs pour adapter l'Europe au défi migratoire

- Des procédures plus efficaces pour plus de confiance
- Une meilleure gestion de l'espace Schengen et des frontières extérieures
- Une solidarité effective
- Promouvoir les compétences et les talents
- Agir ensemble pour renforcer les partenariats internationaux
- Promouvoir la flexibilité et la résilience

Politiques européennes

► Une Europe
plus forte sur la
scène
internationale

Une Europe plus forte sur la scène internationale

► La diplomatie de l'Union suivant 9 axes:

- Politique étrangère
- Politique européenne de voisinage
- Coopération internationale et développement
- Aide humanitaire et protection civile
- Politique commerciale
- Sécurité et défense
- Élargissement de l'UE
- Une politique commerciale équilibrée pour profiter de la mondialisation
- L'industrie européenne de Défense

Politiques européennes

▶ **Un nouvel élan pour la démocratie européenne**

L'État de droit

Définitions

▶ Tripode **démocratie**, **État de droit (EDD)** et **droits fondamentaux**

- la démocratie va de pair avec l'EDD et les droits fondamentaux
- ces principes permettent l'application effective du droit de l'Union, indispensable à la confiance mutuelle des décisions de justice

▶ malgré certaines divergences d'opinion, il existe un consensus sur les caractères essentiels de la notion d'EDD

1. la légalité (adoption des textes de loi fondée sur la transparence) avec l'obligation de rendre compte et la démocratie
2. la sécurité juridique
3. l'interdiction de l'arbitraire
4. l'accès à la justice devant des juridictions indépendantes et impartiales, avec contrôle juridictionnel des actes administratifs
5. le respect des droits de l'Homme
6. la non-discrimination et l'égalité devant la loi

L'État de droit

Les atteintes à l'EDD dans l'UE

► Valeur fondamentale du droit de l'UE et protégée par le droit primaire, l'EDD est remis de façon inédite au sein de l'UE et particulièrement en **Pologne** et **Hongrie**

Pologne : depuis 2015, les réformes menées dans le secteur de la justice portent atteinte à la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice et au droit à un recours juridictionnel effectif. La COM a déclenché la procédure prévue à l'article 7 le 20 décembre 2017

Hongrie : les réformes menées depuis 2010 sur le fonctionnement du système constitutionnel et l'indépendance de la Justice, ainsi que les atteintes à la liberté d'expression, académique, d'association et aux droits des minorités ont amené le Parlement européen à déclencher la procédure de l'article 7

L'État de droit

Procédure de sanction de l'article 7

▶ La procédure de l'article 7 TUE prévoit des **mesures préventives** puis des **sanctions** : l'État membre voit ses droits issus des traités suspendus

▶ Une procédure difficile à mettre en œuvre

1. Le Conseil doit statuer à la majorité des 4/5^e de ses membres pour constater un risque clair de violation grave par un État membre des valeurs visées à l'article 2
2. Le Conseil européen, statuant à l'unanimité peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre des valeurs visées à l'art. 2
3. Lorsque la constatation a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée peut décider de suspendre certains droits issus des traités
4. Le Conseil peut décider de modifier les mesures ou d'y mettre fin pour répondre aux changements de situation

▶ majorité des 4/5^e impossible à réunir : la procédure est bloquée

L'État de droit

Autres mécanismes en place dans l'UE

- ▶ **Procédure d'infraction de la Commission** (article 258 TFUE) : condamnée plusieurs fois, ces procédures ont permis de suspendre certaines réformes en Pologne
- ▶ **Nouveau cadre** pour renforcer l'état de droit de 2014 : en amont du déclenchement de l'article 7, il a été jusqu'à présent inutile
- ▶ **Conclusions du Conseil de 2014** : instaure le principe d'un dialogue annuel sur l'État de droit au sein du Conseil sans aboutir à des mesures concrètes en pratique

L'État de droit

Réflexions sur de nouveaux mécanismes

▶ **Revue par les pairs** : examen périodique de la situation dans les États membres intergouvernemental en amont de la procédure article 7 : peu de chances de prospérer

▶ **Proposition de règlement** permettant de suspendre les financements européens vers aux autorités d'un EM en cas de défaillance généralisée de l'État de droit portant atteinte aux intérêt financiers de l'UE : principe arrêté lors du Conseil européen du 21 juillet

▶ **Mécanisme de protection de l'État de droit** : instrument d'évaluation et d'alerte précoce qui reposera sur un rapport annuel rassemblant de nombreuses informations issues de sources diverses et notamment le tableau de bord de la Justice

Politiques européennes

▶ **Le Plan de
relance et de
résilience
européen**

Plan de relance et de résilience européen

Deux outils principaux

- ▶ **Next Generation EU**: instrument de relance de 750Md€ pour 2021-2024
- ▶ **Cadre financier pluriannuel**: Budget de l'Union de 1100Md€ pour 2021-2027

Trois objectifs

- ▶ **Aider les États-membres** à se remettre de la crise
- ▶ **Stimuler l'économie** et favoriser les investissements privés
- ▶ **Éviter** qu'une telle crise se reproduise



PREMIER MINISTRE

Liberté
Égalité
Fraternité

**Secrétariat général
des affaires européennes**